



MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PAYS HÔTE



Jeux Olympiques et Paralympiques 2024

COMMENT BERCY S'EST MOBILISÉ POUR LES JEUX

7 OCTOBRE 2024



sommaire

Introduction.....	4
1. PROTÉGER LES FRANÇAIS, LES VISITEURS ET LES CONSOMMATEURS	5
2. CONTRIBUER À UN HÉRITAGE DURABLE POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE.....	8
3. CONTRIBUER À UNE ORGANISATION EFFICACE	11
4. COORDONNER L'ACTION MINISTÉRIELLE ET IMPLIQUER LES AGENTS	14

L'Equipe France Douane en première ligne

Ils sont escrimeurs, judokas ou para-judokas, nageurs, tireurs au pistolet, para-cyclistes ou encore gymnastes... et ont porté haut les couleurs de la France et de la Douane et nous ont offert des moments intenses de sport.

15 athlètes de l'Équipe de France Douane et une douanière ont participé aux Jeux de Paris 2024 et ont remporté 11 médailles.

[Résultats de l'Equipe de France Douane aux JOP de Paris 2024](#)

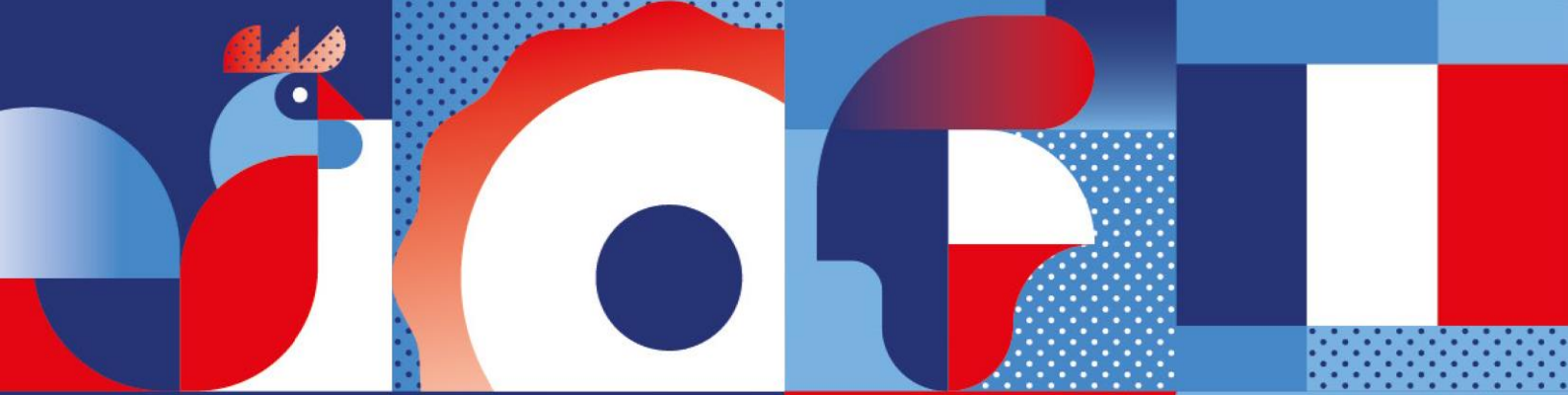
[L'album photos de l'Equipe de France Douane aux JOP de Paris 2024](#)



Introduction

Avec près de 15 millions de visiteurs, 15 000 athlètes olympiques et paralympiques représentant plus de 200 nations, 878 épreuves organisées dans 54 sports et sur 41 sites, les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, premiers jeux d'été organisés en France depuis un siècle ont été un succès organisationnel, populaire et sportif.

Que ce soit pour assurer la sécurité des touristes et des consommateurs, pour valoriser les retombées économiques des Jeux, ou encore pour sécuriser l'organisation en amont, les directions du ministère ont été en première ligne - de façon visible ou dans l'ombre - et ont adapté leur organisation et leur fonctionnement pour faire face à ce défi exceptionnel.



1.

**PROTÉGER LES FRANÇAIS,
LES VISITEURS
ET LES CONSOMMATEURS**

La protection des touristes et des Français durant cette période de fréquentation massive et inédite était un défi de taille. La lutte contre la fraude et les trafics, le contrôle des produits et des pratiques commerciales, la sécurisation des frontières et des sites ont été des missions clefs qui ont contribué au succès des JOP et pour lesquelles plusieurs directions du ministère se sont fortement mobilisées.

Pendant toute la durée des JOP, 5800 agents douaniers ont été mobilisés sur l'ensemble du territoire, dont 1 400 pour l'Île-de-France. La **DGDDI** a porté une attention particulière – dès la fin de l'année 2023 - sur les fraudes spécifiques aux JOP : contrefaçons, tabacs, engins pyrotechniques, non respect des normes techniques et infractions financières, avec près de 27 500 contrôles réalisés pendant les Jeux. Les douaniers des aéroports de Paris ont, de plus, participé à l'accueil des 60 000 accrédités et au traitement de plus de 114 000 bagages lors de l'accueil des délégations, tout en assurant quotidiennement la gestion de quelque 280 000 passagers.

La **DGDDI** a également contribué à sécuriser, dès le 8 mai, l'arrivée et le parcours de la flamme ainsi que, pendant les Jeux, les sites de compétition, avec le déploiement de camions scanners mobiles et d'équipes de maîtres-chiens spécialisées « armes et explosifs » et enfin le déploiement, sur la rade de Marseille, des vedettes de la direction nationale garde-côtes des Douanes.

La **DGCCRF** a effectué plus de 16 000 contrôles ciblant notamment les établissements et commerces touristiques, en amont et pendant les Jeux : ils ont permis de s'assurer de la loyauté de pratiques commerciales à l'égard des visiteurs et de la sécurité des produits vendus : 4 600 produits dangereux ont été retirés du marché.

En outre, elle a communiqué dans les gares et les centres commerciaux sur l'application SignalConso qui permet aux consommateurs de signaler un problème avec une entreprise. Afin de pouvoir répondre aux questions d'un public anglophone, SignalConso et RéponseConso (plateforme téléphonique de signalements des consommateurs) ont également été proposées en anglais.

Tracfin, en tant que service de renseignement financier, a participé à la sécurisation des JOP 2024 en cherchant à identifier les menaces en matière de financement du terrorisme : 85 rapports « états de la menace » ont été rédigés quotidiennement entre mai et septembre et 30 % de ses agents ont été mobilisés pour assurer une réponse 7 jours/7 entre juillet et août.

Bien que les Jeux soient aujourd'hui terminés, **Tracfin** reste particulièrement attentif sur les flux financiers clandestins ou frauduleux qui pourraient émerger (trafics de billets ou de produits illicites, corruption, travail dissimulé, etc.). La coopération entre **Tracfin** et ses partenaires nationaux et ses homologues étrangers a permis de faire circuler efficacement les informations utiles aux services de sécurité, et contribué à l'identification d'individus susceptibles de porter des projets d'actions violentes. Ce dispositif a ainsi permis de déjouer 3 projets d'attentats pendant les Jeux.

Le **Service du Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité** (rattaché au **Secrétariat général**) a mené un travail de près de deux ans visant à se préparer aux risques et menaces spécifiques liés aux JOP. Sur cette base, le service a déployé un dispositif de coordination ad hoc visant à assurer le suivi des impacts des Jeux sur les activités du Ministère et à contribuer à la sécurisation de l'événement, en anticipant les situations de crise pouvant survenir pendant cette période.

Les Jeux ont nécessité d'activer le Centre Opérationnel de Bercy (COBER) en posture de suivi renforcé, avec 26 agents mobilisés sur l'ensemble de la période. Le COBER a assuré la liaison permanente avec le niveau interministériel (Centre national de commandement stratégique de Beauvau) et a supervisé l'ensemble des champs de compétences du Ministère. La chaîne d'information et d'alerte mise en place pendant la période des Jeux a souligné l'excellente synergie entre le COBER, les directions/services du ministère et les différents opérateurs.

Chiffres clefs

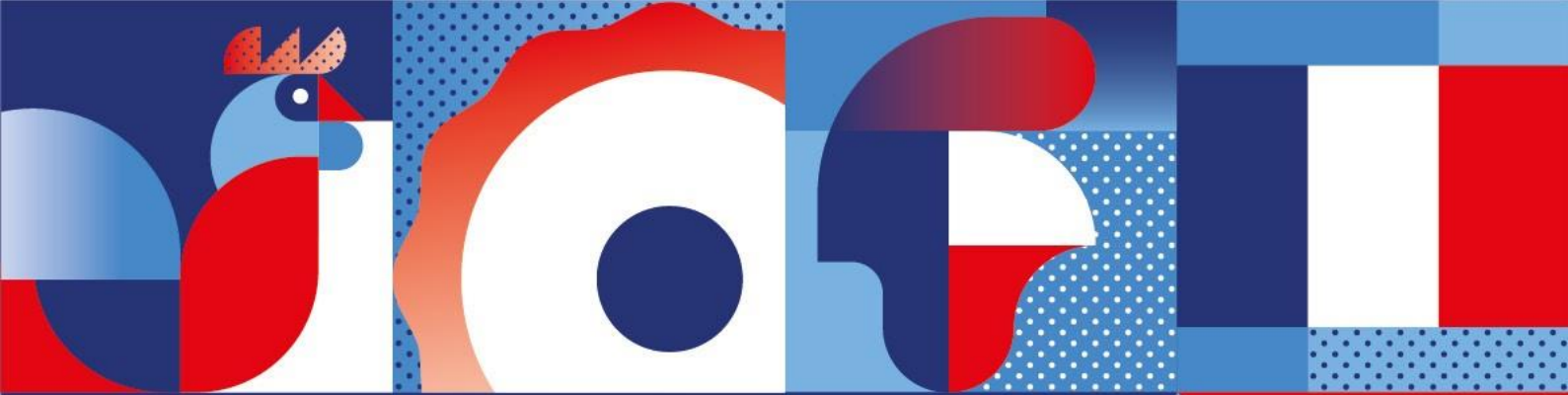
*Sur l'ensemble des contrefaçons retirées du marché par la DGDDI depuis le 1er janvier 2024, soit près de **6,4 millions** d'articles, plus de **330 000** portent sur des équipements sportifs dont près de **60 000** liés directement aux JOP*

***28 000** engins pyrotechniques et **532 533** articles et produits dopants ont été saisis*

*Plus de **16 000** contrôles d'établissements et commerces touristiques effectués par la DGCCRF*

*Près de **90** jours d'activation du COBER, dont **34** en suivi renforcé avec la production d'un point de situation quotidien et la participation aux réunions décisions du Centre national de commandement stratégique de Beauvau*





2.

CONTRIBUER À UN HÉRITAGE
DURABLE POUR L'ÉCONOMIE
FRANÇAISE

Les Jeux ont représenté une incroyable opportunité de promouvoir la destination France et de soutenir le secteur touristique, avec un impact économique évalué compris entre 6,7 Md€ et 11,1 Md€ sur la période 2018-2034¹, principalement réparti entre le tourisme (1,4 Md€ à 3,6 Md€), la construction (2,1 Md€ à 3,0 Md€) et l'organisation (3,2 Md€ à 4,6 Md€). Les premiers [bilans de la saison estivale](#) le confirment : sur l'ensemble des territoires hôtes, les nuitées françaises ont progressé de +12% et les nuitées européennes et long-courriers de +16%. Afin d'optimiser ces retombées, la DGE s'est mobilisée depuis plusieurs mois pour valoriser les entreprises françaises et leur savoir-faire. De son côté, l'Insee travaille à évaluer au mieux cet impact économique, social et environnemental.

Afin d'accompagner les entreprises dans cet essor olympique, la **DGE - avec l'appui du délégué ministériel à l'économie du sport** - s'est activement mobilisée, en déployant notamment plusieurs actions :

- la signature du [contrat rénové de la Filière Sport](#) en mars 2024 qui a permis de donner un nouveau souffle à la filière Sport avec l'élaboration d'une feuille de route 2024-2026 autour de cinq chantiers : adapter le sport aux enjeux environnementaux, promouvoir le Fabriqué en France, ainsi que son internationalisation et soutenir l'innovation notamment la Sport Tech, mais aussi les formations dans le secteur sportif.
- la mise en place du [Parcours des savoir-faire français](#) visant à valoriser les entreprises françaises d'excellence à travers des événements sur le parcours de la flamme olympique.
- l'organisation de séquences d'affaires pendant les JOP avec la conférence « Choisir la Filière Sport » ainsi que l'événement « *Beyond the Olympic & Paralympic Games, What's Next ?* » en lien avec *Business France*.
- Le soutien à la mise en accessibilité de l'offre touristique des villes-hôtes, avec des audits « chambres accessibles » mais également la valorisation du fonds territorial d'accessibilité pour les établissements recevant du public.
- le soutien à des projets innovants en matière de parcours touristique et de valorisation de la gastronomie française : un Appel à manifestation d'intérêt « Parcours client – spécial Grands Evènements » a été lancé en mai 2023 afin d'améliorer la qualité de l'accueil et la satisfaction des touristes pendant les Jeux. 14 projets (applications, service de livraison, solution de guidage... proposés par des entreprises) ont été sélectionnés et ont bénéficié d'un appui financier pouvant aller jusqu'à 200 000 euros.

¹ Étude d'impact économique ex-ante des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, CDES, avril 2024

De son côté, l'**Insee** a évalué les commandes aux entreprises, la fréquentation touristique durant l'été 2024, les effets attendus à l'horizon 2030, le rattrapage économique et social des territoires où se déroulent les JOP... L'effet JOP sur la croissance est ainsi de l'ordre de 0.3 point de PIB au troisième trimestre.

Ces données sont rassemblées sur une [page dédiée du site internet insee.fr](#). Le [billet de blog](#) publié par l'**Insee** fin juillet recense une douzaine de publications nationales déjà réalisées. Ce premier volet sera complété par la mise à disposition des résultats des enquêtes en cours.

Enfin, l'**Insee** innove en assurant un suivi statistique des 4 000 personnes en insertion ayant participé aux différents chantiers des JOP.

Lames d'épée, tables de tennis de table, selles d'équitation, sautoirs à la perche, arcs... Afin de valoriser les entreprises françaises qui contribuent aux victoires de nos athlètes en fabriquant leur équipement, le **Service de la communication du ministère** a réalisé et diffusé sur ses réseaux sociaux et le portail [economie.gouv.fr](#) une série de six vidéos intitulée « [Nos entreprises, nos athlètes, nos victoires](#) ». Elles mettent en scène des athlètes olympiques et paralympiques et des employés passionnés qui, dans ces entreprises, développent des produits performants et adaptés à la compétition. Ces vidéos ont connu un beau succès avec une audience cumulée de 5 millions de vues sur les réseaux sociaux.

Chiffres clefs

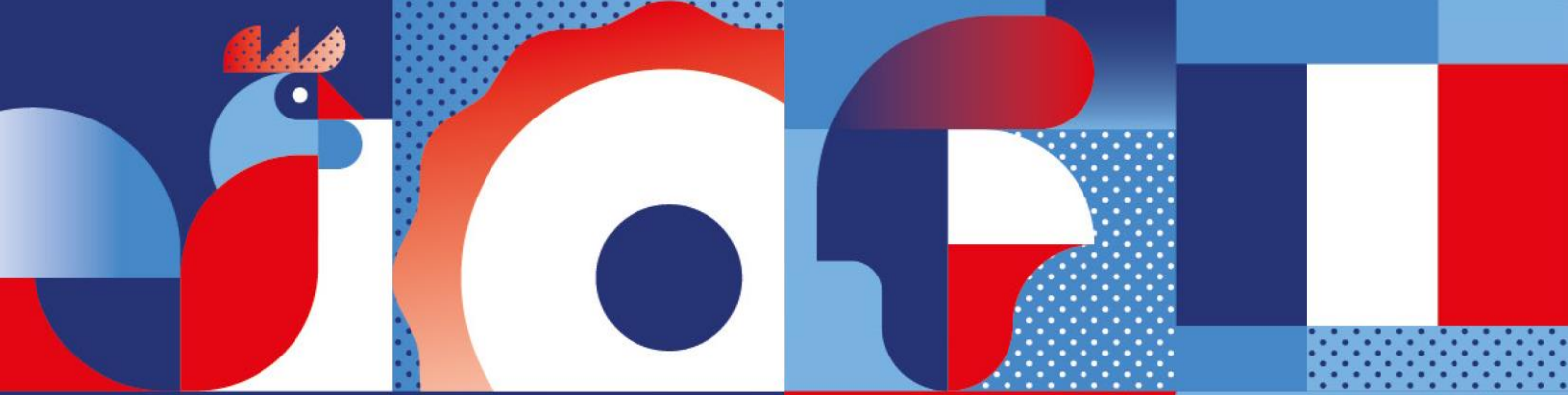
*L'effet JOP est de **0.3 point de PIB au troisième trimestre***

144 000** entreprises dans la filière Economie du sport représentant **2,6 % du PIB

***537** hébergements et **2 327** chambres « personnes à mobilité réduite » d'Ile-de-France audités*

***832** évènements sur le Parcours des savoir-faire coordonnés par la DGE, dont 50 en outre-mer*





3.

**CONTRIBUER
À UNE ORGANISATION
EFFICACE**

L'accueil et l'organisation en France des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 furent à la fois une grande chance pour notre pays et un immense défi pour les pouvoirs publics. Plusieurs directions du ministère sont intervenues dans la mise à disposition des sites olympiques et des équipements sportifs, la sécurisation des opérations contractuelles, l'indemnisation de professionnels en cas de préjudice économique et aussi la retransmission au niveau mondial de cet évènement permettant à plusieurs milliards de téléspectateurs de suivre les Jeux dans des conditions parfaites.

L'Agence nationale des Fréquences (ANFR), a assuré quatre missions indispensables à la réussite des JOP avec plus de 450 personnes mobilisées :

- élaborer le plan des fréquences pour l'organisation et la couverture médiatique des JOP,
- attribuer les fréquences aux différents organisateurs (fédérations sportives, diffuseurs, médias, organismes de sécurité, chronométreurs, etc.),
- contrôler les équipements radioélectriques présents sur les sites et le bon usage du spectre sur les sites pendant les épreuves et cérémonies,
- remédier aux perturbations (brouillages notamment) pouvant avoir un impact sur le déroulement et la diffusion des épreuves sportives.

La DGE, à travers le Commissariat aux Communications Électroniques de Défense (CCED), a accompagné les opérateurs de télécommunication afin d'accroître la capacité des réseaux mobiles dans les zones ayant connu un fort accroissement de leur fréquentation et à apporter son expertise en matière de télécommunication au sein du Centre National de Commandement Stratégique.

Au sein de la **DGFIP**, les équipes de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales ont évalué – en amont des JOP - les parcelles nécessaires à la construction d'équipements sportifs et du Village olympique et devant faire l'objet de cessions. Les biens acquis concernaient des locaux d'activités et des fonds de commerce mais aussi quelques maisons individuelles et des immeubles. Une centaine d'évaluations ont été réalisées par la DGFIP dans le cadre des travaux de préparation des JOP.

Les services du Domaine interviendront dans les prochaines semaines pour favoriser la vente ou le don d'infrastructures utilisées lors des jeux. Cette action vertueuse au titre de l'économie circulaire illustre la volonté de limiter l'empreinte carbone des Jeux. À cet égard, le ministère de la Culture a sollicité la DNID pour organiser le transfert de propriété de certains pavillons éphémères au profit de fédérations sportives. D'autres pavillons seront mis en vente par la DNID afin de les attribuer à des collectivités, des associations ou à des acteurs privés.

La **DAJ** a apporté son expertise aux différents services de l'Etat afin de sécuriser juridiquement les opérations contractuelles nécessaires à l'organisation des JOP. La DAJ a également assuré la cybersurveillance des vocables « Pass Jeux », « sports » et « gouv », afin de détecter la réservation et l'utilisation de noms de domaine malveillants. Enfin, elle a mis en place, pendant

toute la durée des Jeux, une permanence pour le traitement continu des procédures judiciaires initiées par actes d'huissier et des procédures pénales d'urgence.

Quant à la **Direction du Budget**, elle a siégé aux conseils d'administration du Comité d'organisation des Jeux et de la Solideo (Société de livraison des ouvrages olympiques) et a participé à un grand nombre de séances d'audits pour prévenir tout risque budgétaire lié à l'organisation de l'événement.

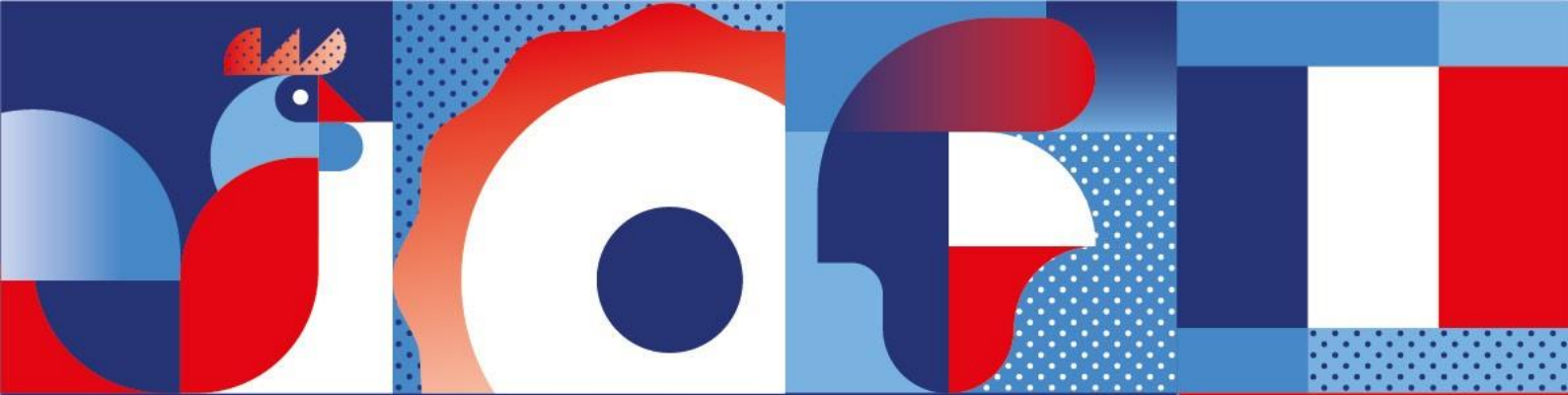
Enfin, le **Contrôle Général économique et financier** a été présent au quotidien auprès du Comité d'organisation des Jeux et de la Solideo (conseils d'administration, comité d'audits...) pour s'assurer de l'efficacité des dépenses et du respect des calendriers. Il participe à [la commission des demandes d'indemnisation des préjudices économiques subis par les professionnels](#) et aux décisions de l'État prises pour assurer l'organisation et le bon déroulement des JOP.

Chiffres-clefs

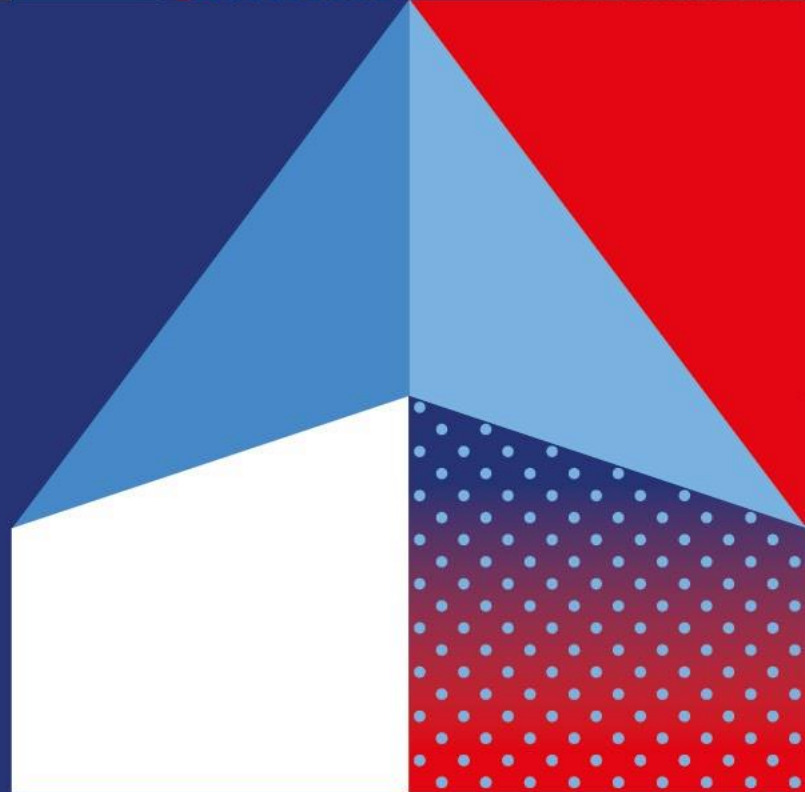
22 962 autorisations d'utilisation de fréquences dans les sites olympiques et paralympiques délivrées par l'ANFR

40 réponses juridiques apportées par la DAJ dans le cadre des JOP





4.



**COORDONNER L'ACTION
MINISTÉRIELLE ET IMPLIQUER
LES AGENTS**

L'organisation et le suivi des Jeux ont fait l'objet d'une coordination spécifique au niveau du Secrétariat général des MEF. Dès mars 2023, un comité de coordination, composé de référents directionnels, était chargé d'évaluer les missions, degrés de mobilisation et les besoins spécifiques (accréditations, hébergement, expertise technique, traitement RH, valorisation...) de chacune des directions. Ce dispositif a permis de traiter l'ensemble des sujets, qu'ils soient techniques ou organisationnels et de les remonter au niveau interministériel, notamment via le comité de coordination interministérielle piloté par la DIJOP.

Cette coordination ministérielle a également mobilisé les différents services du **Secrétariat général** (RH, dialogue social, SHFDS, service des achats et finances, service de l'immobiliser et l'environnement professionnel, service du numérique, service de la communication) afin de définir l'organisation de travail propre au ministère et de décliner les dispositifs interministériels notamment RH et de valoriser la mobilisation des agents.

Le service RH du SG a ainsi accompagné les directions dans la déclinaison ministérielle de la majoration de rémunération, notamment dans la définition des critères d'éligibilité et des montants prévus ainsi que, pour les emprises parisiennes, sur les modalités d'organisation du travail pendant les JOP.

L'action sociale du ministère, de son côté, a proposé des aides ou des places en crèche pour les enfants des agents mobilisés pendant la période des Jeux ainsi que des logements temporaires aux agents venus de province pour participer au dispositif de sécurité.

Pour ce qui concerne la sécurité, la coordination ministérielle pour la sécurité avait pour mission d'être, d'une part, le point d'entrée du SG sur ces sujet vis-à-vis des services du Premier ministre, du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et plus particulièrement de la Préfecture de Police, des départements ministériels et des entités des MEF. D'autre part, elle était chargée d'assurer la coordination avec les référents « sécurité/continuité d'activité/gestion de crise » des directions de Bercy.

Cette coordination ministérielle a ainsi :

- représenté le SG dans les réunions relatives aux JOP 2024, portant sur ces sujets,
- assuré la bonne circulation de l'information entre les différents acteurs concernés tant au sein du SG qu'avec ses interlocuteurs externes,
- identifié les points nécessitant un arbitrage et alerté sur les différentes difficultés susceptibles d'être rencontrées.

Enfin, cette entité a travaillé étroitement avec la Mission de sûreté des sites ministériels (MISSIM rattachée au SG), afin de déployer pendant les Jeux un dispositif adapté aux contraintes de sécurité mises en place par la Préfecture de police qui garantisse l'accès des sites ministériels aux agents, visiteurs et prestataires.

Tournée des drapeaux, Semaine du sport et places pour les Jeux

Afin d'associer les agents à cet événement, le ministère a reçu en octobre 2023 la Tournée des Drapeaux en présence de Tony Estanguet, président du COJOP, d'athlètes de l'Equipe France Douane et des mascottes de Jeux. A cette occasion, un cross au cœur de Bercy a été organisé avec la participation de 267 agents.

En début d'année 2024, le ministère s'est habillé aux couleurs des JOP avec des bâches installées sur les murs du 139, rue de Bercy. Quelques semaines plus tard, en mars, s'est tenue la Semaine du sport avec des animations sportives proposées aux agents et des expositions, notamment sur les objets du sport fabriqués en France. Pour sensibiliser les agents à l'activité physique – grande cause nationale en 2024 – le SG a lancé un challenge de pas par équipe. Une vraie réussite : Plus de 7500 agents y ont participé parcourant près de 520 000 kilomètres !

A l'approche des Jeux, des interviews d'agents des différentes directions ont été réalisées et diffusées sur les réseaux sociaux du ministère, sur le portail économie.gouv.fr et [sur l'intranet Alizé](#).

Enfin, 300 places pour la cérémonie d'ouverture et 300 pour les épreuves olympiques et paralympiques ont été distribuées aux agents à la suite de deux tirages au sort qui ont rencontré un beau succès : plus de 22 000 agents s'y sont inscrits.

Chiffres-clefs

267 agents participants au Cross lors de la Tournée des Drapeaux

22 000 agents inscrits aux tirages au sort pour gagner des places pour la Cérémonie d'ouverture ou les épreuves olympiques et paralympiques.



